

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° SIR-2024-003)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Nord Ouest, par délégation de signature de Monsieur le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, par arrêté n° 24-062 du 18/10/2024.

Objet du marché

RN 10 - Aménagement d'un carrefour giratoire avec la RD 363-9 sur la commune de La Chapelle du Noyer (28).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

| | Pages |
|---|-----------|
| ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 5 |
| 1-1. Objet du marché..... | 5 |
| 1-2. Décomposition en tranches et en lots..... | 5 |
| 1-3. Intervenants et forme des notifications..... | 5 |
| 1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel..... | 8 |
| 1-5. Contrôle des coûts de revient..... | 8 |
| 1-6. Dispositions générales..... | 8 |
| 1-7. Clauses de réexamen du marché public..... | 13 |
| 1-8 Ordres de service..... | 13 |
| 1-9. Propriété intellectuelle..... | 13 |
| ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ..... | 13 |
| ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES..... | 15 |
| 3-1. Tranche(s) optionnelle(s)..... | 15 |
| 3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes..... | 15 |
| 3-3. Variation dans les prix..... | 19 |
| 3-4. Modalités particulières de paiement..... | 21 |
| 3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives..... | 22 |
| 3-6. Augmentation du montant des travaux..... | 22 |
| ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES..... | 22 |
| 4-1. Délai de réalisation..... | 23 |
| 4-2. Prolongation des délais d'exécution..... | 23 |
| 4-3. Pénalités pour retard d'exécution..... | 24 |
| 4-4. Autres pénalités..... | 24 |
| ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ..... | 27 |
| 5-1. Retenue de garantie..... | 27 |

| | |
|--|-----------|
| 5-2. Avances..... | 27 |
| ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS..... | 28 |
| 6-1. Provenance des matériaux et produits..... | 28 |
| 6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt..... | 29 |
| 6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits. | 29 |
| 6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage..... | 29 |
| ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES..... | 29 |
| 7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux..... | 29 |
| 7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)..... | 30 |
| 7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux..... | 30 |
| 7-4. Piquetage général..... | 30 |
| 7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés..... | 30 |
| ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.... | 31 |
| 8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux..... | 31 |
| 8-2. Études d'exécution des ouvrages..... | 33 |
| 8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément..... | 34 |
| 8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers..... | 34 |
| 8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé..... | 37 |
| 8-6. Registre de chantier..... | 37 |
| ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX..... | 38 |
| 9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux..... | 38 |
| 9-2. Réception..... | 38 |
| 9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage..... | 39 |
| 9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages..... | 39 |
| 9-5. Documents fournis après exécution..... | 39 |
| 9-6. Délai de garantie..... | 40 |
| 9-7. Garanties particulières..... | 40 |
| ARTICLE 10. RÉSILIATION..... | 40 |
| ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION..... | 41 |
| 11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser..... | 43 |

| | |
|---|-----------|
| 11-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales..... | 44 |
| ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX..... | 45 |

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail. Elles concernent l'aménagement d'un giratoire sur la RN 10 au carrefour formé avec la RD363-9 et la RN 10.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : commune de La Chapelle du Noyer (Eure-et-Loir).

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre est intégrée et est assurée par le Service d'Ingénierie Routière de la DIR Nord-Ouest . Elle comprend :

- Les études d'avant-projet (AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé (EXE) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communication du pouvoir adjudicateur est réalisé par le MOE.

1-3.5.Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

Société SOCOTEC Construction
267, rue Marie CURIE
ZI de la Sphère
CS 30030
14201 HEROUVILLE SAINT-CLAIR Cedex

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8 Autres intervenants

Exploitant de la RN 10 : District Normandie Centre/CEI de Chateaudun (DIRNO)

1-3.9. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté par le chef du service d'ingénierie routière ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'oeuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'oeuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. .(CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'oeuvre (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'oeuvre. (CCAG art. 41.1.2)

1-3.10. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel. Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents),

les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

1-4-2 Sites sensibles

Sans objet.

1-4-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés

étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire

située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 5 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 10 000 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages causés aux avoisinants, en particulier les réseaux situés à proximités (réseau HTA, réseau d'assainissement, voiries existantes et les propriétés privées ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs

marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n °20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces conditions sont inscrites dans le CCTP, chapitre 3 - « Notice de Respect de l'Environnement ».

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet

1-8 Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

1-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A- Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le Dossier de Plans fourni au titulaire dans le dossier de consultation ;
- Le bordereau des prix avec en annexe le détail estimatif pour valoir notification des prix ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le Schéma d'Organisation de la GEstion des Déchets de Chantier (SOGED).

B- Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Les normes, publications et recommandations telle que listées et définies dans le CCTP.

C- Engagements unilatéraux

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents suivants :

- L'offre technique du titulaire ;
- La décomposition des prix forfaitaires;
- Le sous-détail des prix unitaires.

Ces documents constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent

pas droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

En tenant compte notamment des sujétions d'exécution suivantes :

- des intempéries prévisibles ;
- des éventuels travaux de nuit ;
- de la préparation par le titulaire de métrés justificatifs accompagnant, notamment, chaque projet de décompte ;
- de la présentation par le titulaire d'un tableau de suivi des quantités prévisionnelles à fin de marché, et à fin du mois n+1, à la demande du maître d'œuvre (au maximum, un tableau sera demandé chaque mois durant l'exécution des travaux) ;
- des dépenses liées au piquetage général, spécial et complémentaire ;
- des dépenses liées aux mesures SPS (coordination SPS de niveau 2) ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le suivi, le traitement et l'élimination des déchets issus du chantier (application du SOSED notamment) ;
- en tenant compte des mesures sanitaires à mettre en œuvre en lien avec la pandémie COVID-19 ;
- des dépenses liées aux contraintes d'exploitation sous chantier fixées par les gestionnaires routiers du secteur, la réglementation, et au respect des horaires de travail et au maintien de la propreté des voiries utilisées en sortie de chantier ;
- des dépenses liées à la protection et au repérage des réseaux existants ;
- des dépenses liées aux contraintes relatives à l'entretien et à l'exploitation des réseaux des concessionnaires et gestionnaires d'ouvrages du secteur ;
- des dépenses liées aux respects des contraintes environnementales définies dans les présents CCAP et CCTP ;
- les conséquences sur les conditions de circulation (bouchons et ralentissements) à tous les stades de l'exécution du marché ;
- la définition et la mise en œuvre des méthodes d'exécution des travaux qui relèvent de l'entière responsabilité de l'entrepreneur ;
- des dépenses liées au remplacement des éléments endommagés de la signalisation temporaire (horizontale et verticale) de chantier qui sont à la charge

de l'entrepreneur ;

- de la réalisation et l'entretien de l'assainissement provisoire du chantier ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion de la qualité des travaux (application du SOPAQ / élaboration et mise en application du PAQ avec notamment les dépenses liées au contrôle intérieur de l'entreprise) y compris les études d'exécution et notes de calculs, levés topographiques complémentaires ;
- le délai nécessaire à l'exécution du visa, du contrôle extérieur et du levé de point d'arrêt des travaux par le maître d'œuvre ou son représentant ;
- des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives pour l'amener des fournitures, d'éventuelles centrales spécifiques au chantier ou l'exécution des travaux ;
- des frais d'occupation temporaire, de location, de gardiennage, de redevance et de remise en état des terrains nécessaires pour les installations de chantier, le logement du personnel, les accès provisoires, les zones de dépôts et de stockage.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et les durées limites suivantes :

- Nombre de jours de gel à -10° constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la date de remise des offres ;
- La hauteur cumulée des précipitations, mesurée pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la date de remise des offres ;
- La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la date de remise des offres ;
- La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la date de remise des offres ;

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : station météo de Châteaudun

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé dans les conditions de l'article 3-5 ci-dessous ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

3-2.4. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché accompagné des métrés justificatifs. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au

CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.5. Modalités de transmission et de paiement

3-2-5-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de la DIR Nord-Ouest, commun au destinataire (MOA) et au maître d'œuvre : 13000169600017
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-5.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.6. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.7. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence *I* choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

| Index | Désignation |
|-------|--|
| ING | Ingénierie |
| TP01 | Index général TP |
| TP03a | Grands terrassements |
| TP08 | Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine |
| TP09 | Fabrication et mise en œuvre d'enrobés |
| TP10f | Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux |
| TSH | Travaux de signalisation horizontale¶ |

Ces index sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

| Index | Prix |
|-------|---|
| ING | 102, 103, 105 |
| TP01 | 101, 104, 108, série de prix 200 |
| TP03a | Série de prix 300, 408 |
| TP08 | 106, série de prix 405, 406, 407, série de prix 608 à 614 |
| TP09 | Série de prix 500 |
| TP10f | Série de prix 401, 402, 403, 404 |
| TSH | 107, série de prix 601 à 607 |

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités, aux primes, aux retenues, ni aux indemnités

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

Avec : I_0 = Valeur de l'index de référence *I* prise au mois d'établissement des prix ;
 I_n = Valeur de l'index de référence *I* prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;

- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG, le maître d'œuvre peut émettre des ordres de service sur des prix nouveaux sans validation du maître d'ouvrage dans la mesure où le montant des travaux n'est pas dépassé, ceci sous réserve qu'un point d'accostage à fin du marché soit présenté par le titulaire au maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 13.5 et dans le silence du titulaire 30 jours après la délivrance de l'OS, les prix provisoires deviennent définitifs après notification par ordre de service du maître d'ouvrage et ne font pas l'objet d'un avenant.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 19.2.2 du CCAG, la prolongation de délai résultant des intempéries prises en compte conformément aux dispositions qui précèdent et à celles du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG est définie conformément aux dispositions ci après.

Sur la base du planning fourni par le titulaire pendant la période de préparation et visé par le maître d'œuvre, seront comptabilisés comme jours d'intempéries les jours pendant lesquels une tâche située sur le chemin critique aura été interrompue. Par conséquent si l'intempérie ou ses conséquences n'entraînent pas l'arrêt de la tâche comprise sur le chemin critique elle ne sera pas prise en compte.

Le journal de chantier prévu au CCTP précisera les conditions climatiques journalières et les tâches effectivement interrompues du fait de ces conditions climatiques ou de leurs conséquences.

Lors de la réunion de chantier hebdomadaire, au regard des renseignements du journal de chantier, l'entreprise proposera et justifiera les jours d'intempéries demandés pour la période correspondant à la semaine précédente. Ces jours devront être validés par le représentant du maître d'œuvre pour entraîner la prolongation de délai correspondante.

Suite à cette validation le titulaire intégrera ces jours d'intempéries dans son recalage hebdomadaire du planning. Si ce décalage entraîne une modification du chemin critique, le titulaire proposera un planning général modifié en conséquence au visa du maître d'œuvre. Après visa, ce planning servira de base pour l'application des dispositions du présent article.

De façon mensuelle la maîtrise d'œuvre et le titulaire formaliseront par un constat d'événement contradictoire les intempéries retenues pour la prolongation du délai d'exécution.

La prolongation du délai d'exécution est établie en ajoutant au nombre de jours ouvrés pendant lesquels les travaux ont été arrêtés, les jours non travaillés (samedi, dimanche et jours fériés) de la période qui suit la date d'expiration initiale du marché.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux.

Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

La prolongation de délai d'exécution des travaux résultant de l'application de l'ensemble des dispositions du présent article ne peut donner lieu par elle-même matière à compensation ou indemnisation financière.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 3 000 €.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard sont plafonnées à 20 % du montant du marché.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

À la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 1 000 €.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En application de l'article 19.3, la pénalité forfaitaire pour non fourniture des documents exigés à l'article 9-5 du CCAP, est égale à la pénalité journalière relative au retard d'exécution

4-4.3. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1 000 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

4-4.5. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 50 € par heure d'insertion non

réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 500 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.7 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €

4-4.8. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €

4-4.9. Autres pénalités

| Situation | | Pénalité encourue |
|-----------|---|--|
| 4-4.2.1 | Retard dans la fourniture de la mise à jour du planning général travaux faisant apparaître le chemin critique des tâches une semaine après la demande du MOE | 500 € par jour |
| 4-4.2.2 | Retard dans la fourniture hebdomadaire du planning à trois semaines | 100 € par jour |
| 4-4.2.3 | Non-respect partiel ou total du PAQ visé par la maîtrise d'œuvre, et notamment : de la non application partielle ou totale d'une procédure d'exécution visée par le maître d'œuvre, de la non-transmission des résultats des contrôles du titulaire dans un délai de 24 heures suivant la fin de la mesure. | 500 € par constatation |
| 4-4.2.4 | Exécution de travaux sans VISA des documents d'exécution ou sans fourniture d'une procédure d'exécution ou ne figurant pas sur le dernier indice du planning prévisionnel de travaux | 500 € par constatation puis 250 € par jour jusqu'à la fourniture des documents visés |
| 4-4.2.5 | Exécution de travaux sans levée de point d'arrêt par la maîtrise d'œuvre. | 500 € par constatation puis 250 € par jour jusqu'à levée du point d'arrêt |
| 4-4.3.2 | Absence du titulaire ou d'une entreprise convoquée en CISSCT | 500 € par absence constatée |
| 4-4.3.3 | Retard dans la mise à disposition des installations de | 1 000 € par jour, jusqu'à |

| | | |
|----------|--|---|
| | chantier définies à l'article 8-4.1 du présent CCAP | fourniture de l'ensemble de ses obligations |
| 4-4.3.4 | Défaut de propreté des installations de chantier, du chantier lui-même ou des voies d'accès ou de sortie. | 500 € par jour , jusqu'à constatation de l'intervention du titulaire |
| 4-4.3.6 | Intervention ou interruption du fonctionnement des réseaux sans accord préalable des exploitants | 1 000 € par constatation |
| 4-4.3.7 | Non-respect des dispositions de sécurité du PGCSPS ou des consignes de sécurité formulées par le coordonnateur SPS et/ou le maître d'œuvre et/ou l'exploitant ou absence du port des EPI | 500 € par constatation |
| 4-4.3.8 | Non réparation de dégradation causée au domaine public (réseaux et voiries) du fait des conditions d'exécution du marché | 500 € par jour, jusqu'à réparation des dégradations constatée par la maîtrise d'œuvre |
| 4-4.3.9 | Retard dans l'exécution des travaux nécessaires à la levée des réserves dressées par la maîtrise d'œuvre lors des OPR | 500 € par jour, jusqu'à la levée des-dites réserves |
| 4-4.3.10 | Arrêt du finisseur alimenté par une trémie tampon | 500,00€ par arrêt constaté |
| 4-4.4.1 | Non-respect des exigences du SOPRE, ou du SOSED, ou du PRE, ou de la NRE | 500 € par constatation et 500 € par journée |

L'entrepreneur informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'entrepreneur remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'entrepreneur.

| Situation | | Pénalité encourue |
|-----------|--|--|
| 4-4.5.1.a | Non-respect des prescriptions fixées à l'article 11. 2 du présent CCAP | 100 € par heure d'insertion sociale non réalisée |
| 4-4.5.1.b | Non-respect des prescriptions fixées à l'article 11. 4 du présent CCAP | 100 € par constat d'absence ou de refus de transmission des renseignements prévus à l'article 11-4 du présent CCAP |
| 4-4.5.2 | Non-remise des attestations mentionnées aux articles 1-6.1, 1-6.2 et 1-6.3 du présent CCAP | 100 € par jour, à compter du troisième jour calendaire suivant réception de la mise en demeure |
| 4-4.5.3 | Refus caractérisé de transmission d'information | 2 500 € par jour à compter de la mise en demeure du titulaire, jusqu'à réception des informations demandées |

Hygiène et sécurité

| Situation | | Pénalité encourue |
|-----------|---|------------------------|
| 4.4.6.1 | Non-respect des dispositions du PGCSPS ou des consignes formulées par le coordonnateur SPS | 1 000 € / constatation |
| 4.4.6.2 | Non-respect des consignes de sécurité formulées par le MOE et/ou l'exploitation | 1 000 € / constatation |
| 4.4.6.3 | Absence du port des EPI et/ou défaillance des protections et/ou absence des protections collectives | 1 000 € / constatation |

Autres pénalités diverses

| Situation | | Pénalité encourue |
|-----------|---|---|
| 4.4.7.1 | Non-remise du journal de chantier | 200 € / constatation |
| 4.4.7.2 | Non-remise des métrés (bons, plans ou autre justificatif) et constats | 500 € / document |
| 4.4.7.3 | Retard dans la remise des documents de suivi de contrôle intérieur | 200 € / document |
| 4.4.7.4 | Présence de personnel non autorisé sur le chantier (notamment sous-traitants non agréés) | 1 000 € / constatation et par personne non agréée |
| 4.4.7.5 | Non-respect des conditions d'accès au chantier ou des limites d'emprise travaux validées par le MOE | 2 000 € / constatation |
| 4.4.7.6 | Balisage non-conforme au DESC ou défaut d'entretien du balisage ou de l'astreinte de balisage telle que définie au DESC | 500 € / constatation |
| 4.4.7.7 | Non-respect des délais prévus au DESC (notamment délai de prévenance de l'exploitant, annulation tardive d'une demande de fermeture...) | 1 500 € / constatation |

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 35 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12

mois, à 35 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance est effectué par précompte au prorata des sommes dues ultérieurement au titulaire. Il intervient dès la première demande de paiement et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant initial TTC du marché.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au

minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la

période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire met à disposition un conducteur de travaux et un chef de chantier, justifiant d'une attestation AIPR encadrant.

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

7-4. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général de l'emprise du chantier est effectué par le titulaire, à ses frais, contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour l'ensemble des ouvrages à réaliser dans le cadre du présent marché.

Le piquetage général est effectué dans les conditions suivantes :

- le titulaire prendra toutes dispositions pour assurer la conservation et le report de points ;
- le titulaire devra assurer sous sa responsabilité les piquetages complémentaires tels que profils en travers, changement de pente, bord de plate-forme, etc.

L'implantation des axes fera l'objet d'un point d'arrêt, levé par la maîtrise d'œuvre, après contrôle contradictoire.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que

canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages concernés par les DICT.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

Le titulaire procède, durant cette période, aux opérations suivantes :

Dans un délai de 10 jours à compter de la notification du démarrage de la période de préparation :

- Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre de la grille de production et de classement des documents d'exécution ;
- Établissement du Dossier d'Exploitation Sous Chantier pour la zone de travaux et la/les zone(s) d'installation de chantier
- Les levés topographiques du terrain naturel nécessaires à l'établissement des études d'exécution et des profils en travers, qu'il s'agisse de compléments ou non au levé

| |
|---|
| fourni par le MOA ; |
| Dans un délai de 20 jours à compter de la notification du démarrage de la période de préparation : |
| <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'un état des lieux « entrant » par constat d'huissier. Cet état des lieux concernera l'ensemble des zones de travaux concernés par la tranche considérée, ainsi que les voiries secondaires et bâtis à proximité de la zone de travaux. • Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des dispositions détaillées du Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) ; • Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des dispositions détaillées du Plan de Respect de l'Environnement (PRE). Ce document comprendra également toutes les dispositions liées à la gestion des déchets et notamment l'analyse des terres par une société agréée permettant l'identification de matériaux pollués pour leur mise en dépôt définitif conformément à la législation en vigueur ; • Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation s'applique à chaque intervenant ; • Établissement du dossier « Bruit de chantier » conformément aux dispositions de l'article R.571-50 du code de l'environnement ; • Établissement et présentation au VISA du maître d'œuvre du programme des études d'exécution des travaux accompagné par : <ul style="list-style-type: none"> ◦ le calendrier détaillé d'exécution des travaux faisant apparaître les tâches critiques et leur enchaînement ; ◦ le planning prévisionnel financier ; ◦ la description des matériels et méthodes à utiliser, ainsi que les cadences journalières, la coordination des tâches en cas de groupement d'entreprises ; ◦ le plan des accès ; ◦ le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ; ◦ le plan des différentes zones de stockage des matériaux. • Établissement des notes d'hypothèses générales pour chacun des ouvrages compris au marché. |
| Dans un délai de 30 jours à compter de la notification du démarrage de la période de préparation : |
| <ul style="list-style-type: none"> • Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études et documents d'exécution, des plans et procédures d'exécution (y compris plans de contrôle associés) et des études de détail (y compris études de formulation des enrobés) nécessaires pour le début des travaux de la tranche considérée, dans les conditions prévues par l'article 8-2. ci-après ; • Réalisation des sondages complémentaires nécessaires à l'établissement des études d'exécution (G2 complémentaire, G3, caractérisation des sols, eaux et déchets...) et établissement des rapports correspondant ; • Rédaction et envoi des DICT nécessaires aux travaux auprès des concessionnaires ainsi que le suivi des réponses et la réalisation des études d'exécution complémentaires induites par celles-ci ; |

- Réalisation des opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) ;
- Piquetage général et complémentaire, ainsi que les levés topographiques complémentaires.

Dans un délai de 45 jours à compter de la notification du démarrage de la période de préparation :

- Demande des arrêtés nécessaires à la réalisation des travaux en concertation avec le maître d'œuvre ;
- Demande d'agrément des matériaux et procédés, y compris agrément des centrales à enrobés et à béton ;
- La demande d'agrément des dispositifs de retenue et la validation par le maître d'œuvre ;
- Mise en œuvre des panneaux d'information des usagers ;
- Établissement de l'ensemble des documents d'exécution (notes de calculs, plans, procédures d'exécution...).

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 3 exemplaires dans les conditions suivantes :

- un envoi au format PDF et DWG par courriel au maître d'œuvre (liste de diffusion à définir en période de préparation) – les documents ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format .Zip ;
- deux exemplaires papier à envoyer par courrier au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre transmet au titulaire son « Bon pour Exécution » ou ses observations éventuelles pour reprise des documents par le titulaire et à ses frais. Le maître d'œuvre doit remettre son avis sur l'ensemble des études d'exécution **15 jours ouvrés après leur réception** – ce délai démarre à partir de la date de réception d'un ensemble complet et cohérent de plans ou notes de calculs lorsqu'on s'intéresse à une partie d'ouvrage.

Dans le cas où des modifications sont nécessaires, le titulaire disposera alors de 5 jours pour émettre un nouvel indice du document qui est examiné par la maîtrise d'œuvre dans un délai de 10 jours ouvrés après sa réception.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire : toutes les installations prévues par le CCTP et le BP.

Les installations doivent être installées à compter de l'OS de démarrage des travaux, jusqu'à la réception des ouvrages.

Il ne s'agit pas d'emplacements obligatoires pour l'intégralité des installations de chantier. Ces sites peuvent être déjà occupés et avoir déjà fait l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire par le RPA. Il appartient au titulaire de préciser ses besoins et demandes quant à ces terrains.

L'ensemble des démarches administratives nécessaires à l'établissement des installations de chantier sont à la charge du titulaire. Ces démarches comprennent notamment : les constats d'huissier préalables ou état des lieux divers, les demandes de permission de voirie ou d'arrêtés, les dossiers administratifs nécessaires auprès des autorités compétentes (rejet des eaux...), les différents raccordements aux réseaux (eau, énergie, information...) et les abonnements / mise en place de compteur ainsi que les coûts afférant.

Il est précisé que les installations de chantier doivent toujours correspondre aux effectifs en présence, afin que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Toute intervention sur la voie publique, modifiant les conditions de circulation, est soumise à la prise d'un arrêté de circulation, exposant les mesures d'exploitation, les périodes concernées, et le responsable de la pose et de la maintenance de la signalisation.

La signalisation des chantiers et déviations dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée par l'exploitant :

Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest

District Normandie Centre

CEI de Chateadun

Elle sera conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie. Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine après validation par la maîtrise d'oeuvre.

La signalisation temporaire des accès chantier au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

Toute intervention sur la voie publique, modifiant les conditions de circulation, est soumise à la prise d'un arrêté de circulation, exposant les mesures d'exploitation, les périodes concernées, et le responsable de la pose et de la maintenance de la signalisation.

La signalisation temporaire au droit des travaux respectera les pièces du marché.

La signalisation doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'oeuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'oeuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté 24h/24 et 7j/7 pendant toute la durée du chantier.

Pour chacun des éléments de signalisation le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve un nombre suffisant d'éléments de signalisation pour être changés (remplacés) en urgence.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au

titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

L'ensemble des contraintes particulières seront détaillées dans le DESC.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-6. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, le maître d'œuvre ne tiendra pas de registre de chantier.

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

- La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des essais, contrôles et épreuves définies au CCTP et au CCTG.
- La réception de l'ouvrage sans réserve formulée à propos d'un dommage causé à un tiers, passé ou futur, réparé ou non, ne fait pas obstacle à la recevabilité de l'action exercée par le maître de l'ouvrage à l'encontre de l'entrepreneur responsable ;
- Par dérogation aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG, lorsque la réception est assortie de réserves portant sur des imperfections, malfaçons ou non-façons, l'entrepreneur doit y remédier dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur, ou, en l'absence d'un tel délai, deux mois après la notification de la décision de réception ou à défaut de décision de réception du représentant du pouvoir adjudicateur trois mois après la date des opérations préalables à la réception ;

Au cas où ces travaux ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire sans mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des pénalités

de retard prévues à l'article 4 du présent CCAP, tant que les travaux nécessaires ne seront pas exécutés ;

- La constatation de l'exécution des prestations ayant donné lieu à réserve doit faire l'objet d'un procès verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès verbal des opérations préalables à la réception, établi à la demande de l'entreprise dans les termes des articles 41.1 et 41.2 – paragraphes 1 et 2 du CCAG.

De surcroît, en cas de défaillance de l'entreprise dans son obligation d'exécuter les travaux de levée des réserves, la procédure d'établissement de son décompte général, si elle a été mise en œuvre, pourra être suspendue de plein droit afin de pouvoir y faire figurer en déduction du solde le montant de ces pénalités de retard, et le cas échéant, celui du coût de l'exécution des travaux aux frais et risques de l'entreprise.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- en sus, les plans des réseaux géoréférencés au format shp ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

De plus, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre dans un délai de 1 mois à compter de la réception des travaux le bilan d'émission des gaz à effet de serre du chantier.

La non production de ces éléments dans les délais impartis entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 4.4.2 du présent CCAP.

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

Garantie particulière des enrobés

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut des enrobés pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'effet de réception des travaux. Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations nécessaires pour remédier aux désordres ou aux défauts constatés, que ceux-ci soient dus à la pose ou à la fourniture des enrobés.

Garantie particulière d'engazonnement et de plantation

Au terme d'une saison de végétation après le semis et la fertilisation, le couvert végétal et les plantations d'arbres ne devront présenter aucun signe de carence ou maladie mettant en danger la pérennité de la strate herbeuse établie. Si c'est le cas, une fertilisation ou un traitement devra être effectué dans les meilleurs délais après validation par le maître d'œuvre. Le titulaire devra, en cas d'échec, réaliser des semis ou plantations complémentaires jusqu'à la réussite de la végétalisation. Durant cette période de garantie, l'entrepreneur devra réaliser des fertilisations de confortement conformément à l'article N.2.3.10.2.b du fascicule 35 du CCTG.

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.31.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.31 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de

l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 21.1 du CCAG Travaux en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 21.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette action d'insertion se traduira par un minimum d'heure de travail d'insertion à réaliser pendant la période d'exécution du marché (cf. paragraphe modalités de mise en œuvre).

Les publics visés :

La liste des publics éligibles est inscrite aux cahiers des clauses administratives générales des marchés publics entrés en vigueur le 1^{er} avril 2021 :

Sont notamment concernés :

- les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois, sans activité ou en activité partielle et ayant travaillé moins de 6 mois dans les 12 derniers mois,
- les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) en recherche d'emploi,
- les allocataires de minima sociaux (ASS, ATA, AAH, Allocation veuvage, Allocation Invalidité),
- les habitants des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) éloignés de l'emploi,
- les demandeurs d'emploi seniors de plus de 50 ans,
- les jeunes de moins de 26 en recherche d'emploi sans qualification de niveau III (infra-BAC) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les diplômés justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur,
- les personnes reconnues travailleurs handicapés dans une démarche de recherche d'emploi au sens de l'article L5212-13 du code du travail,
- les personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnés à l'article L5132-4 du code du travail,
- les personnes employées par une Régie de quartier ou de territoire agréée,
- les personnes prises en charge dans les dispositifs particuliers notamment les EPIDE et les E2C,
- les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ,
- les personnes sous-main de justice,
- les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, garanti jeune, contrat engagement jeune,
- les personnes ayant le statut de réfugiés ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des EA, des ETA ou usagers des ESAT.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et

l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, des MDPH ou MDA, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi par le dispositif d'accompagnement mentionné ci après et validée par le facilitateur. L'entreprise attributaire informera le Conseil Départemental d'Eure et Loir (Service Insertion par l'Activité) du choix de mise en œuvre prévu pour l'exécution de l'action d'insertion en phase de préparation de chantier.

Il est de la responsabilité de l'entreprise attributaire de veiller que l'éligibilité des publics soit établie préalablement à leur mise à l'emploi par le dispositif d'accompagnement.

En ce sens, l'entreprise attributaire devra remplir la fiche de positionnement (à demander auprès du Conseil Départemental d'Eure et Loir – Service Insertion par l'Activité) **accompagnée du CV ainsi que toutes pièces justificatives pouvant permettre d'étudier l'éligibilité du public.**

11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché est de **285** heures.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- **par une embauche directe** en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats d'alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;

- **par la mise à disposition de salariés en insertion** via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;

- **par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques** avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

Il est précisé également que si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Enfin, il est à noter que le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire. **Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.**

11-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

| |
|--|
| <p>Contact : CONSEIL DEPARTEMENTAL D'EURE ET LOIR Service Insertion par l'Activité Cynthia MORIN – Cynthia.morin@eurelien.fr Tél : 02.37.20.11.95</p> |
|--|

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions professionnelles, interlocuteur privilégié du facilitateur et du maître d'ouvrage. Durant toute la période d'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause insertion.

Il sera procédé, par tous les moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

Le titulaire fournit chaque mois au facilitateur via la fiche navette communiquée par ce dernier, tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées (dont les heures intempéries et les arrêts de travail), type de contrat, poste occupé, encadrement technique, récapitulatif des factures.....) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec l'entreprise titulaire. Chartres Métropole peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application d'une pénalité prévue au CCAP. En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, lorsqu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage, et le cas échéant le facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les

objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants du CCAG travaux :

| Récapitulation | | |
|----------------|---------------------|--|
| CCAP 1-6.3.4 | déroge à l'article | 8.1.3 du CCAG |
| CCAP 2 | déroge à l'article | 4.1 du CCAG |
| CCAP 3-2.3 | déroge à l'article | 14.4.3 du CCAG |
| CCAP 3-2.4 | déroge aux articles | 12.1.1, 12.1.7, 12.3.1 et 12.2.4 du CCAG |
| CCAP 3-2.6 | déroge à l'article | 10.4 du CCAG |
| CCAP 3-5 | déroge aux articles | 3,8,1 et 13.5 du CCAG |
| CCAP 3-6 | déroge à l'article | 14.4.3 du CCAG |
| CCAP 4 | déroge à l'article | 19.2.1 du CCAG |
| CCAP 4-2 | déroge à l'article | 19.2.2 du CCAG |
| CCAP 4-3 | déroge aux articles | 19.2.3 et 19.2.2 du CCAG |
| CCAP 7-5 | déroge à l'article | 27.3.1 du CCAG |
| CCAP 8-1 | déroge à l'article | 28.2.2 du CCAG |
| CCAP 8-2 | déroge à l'article | 29.1.4 du CCAG |
| CCAP 8-4.8 | déroge à l'article | 34.1 du CCAG |
| CCAP 8-6 | déroge à l'article | 28.5 du CCAG |
| CCAP 9-1.1 | déroge à l'article | 24.7 du CCAG |
| CCAP 9-1.2 | déroge à l'article | 38 du CCAG |
| CCAP 9-2.1 | déroge aux articles | 41.1.2, 41.1.3, 41.5 et 41.6 du CCAG |
| CCAP 10 | déroge à l'article | 50.3.1 du CCAG |